Des professeurs sortent de leur tour d'ivoire

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1408

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014886>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des professeurs sortent de leur tour d'ivoire

Un « Réseau pour une économie socialement responsable » s'est créé.

Il regroupe des professeurs d'universités suisses, soucieux de préoccupations humanistes.

« **N**OMBRE D'ACTEURS économiques, et surtout les plus puissants, semblent de moins en moins se référer à des valeurs socialement utiles. Chacun peut l'observer: le chômage augmente alors que l'économie fleurit, la valeur des actions s'envole en même temps que les licenciements se multiplient, une politique des bas salaires fait émerger une nouvelle classe de salariés pauvres, des entreprises paient de moins en moins d'impôts quand bien même leurs bénéfiques croissent, la vie des salariés devient plus inhumaine. Et d'en conclure que quelque chose cloche dans l'économie aujourd'hui ».

Ce constat sévère n'émane pas d'une formation d'extrême-gauche rêvant d'en finir avec le capitalisme. Il est posé par d'honorables professeurs des universités suisses réunis dans l'association « Réseau pour une économie socialement responsable ». Ces universitaires rappellent que le libéralisme économique n'exclut pas les préoccupations humanistes et qu'il présuppose l'existence d'un Etat créateur et garant de règles de conduite.

Enfin un mouvement se constitue au sein du monde universitaire pour

contrer le néo-libéralisme, pensée dominante, y compris dans les facultés. Il y a dix ans encore, affirme le professeur Mario von Cranach, psychologue social à la retraite et initiateur du réseau, l'économie se défendait avec vigueur contre les exigences de la protection de l'environnement. Aujourd'hui le développement durable, image oblige, fait partie de la politique d'entreprise. Le réseau vise à stimuler l'accouchement de standards sociaux, un code éthique valable aussi bien dans les relations externes que pour le fonctionnement interne des entreprises. Son combat se livrera d'abord sur le terrain des idées – journées d'études et de réflexion, recherches –, de manière à diffuser plus largement le concept d'une économie socialement enracinée. Déjà des études comparatives montrent que les entreprises conscientes de leur responsabilité sociale s'en sortent mieux à terme que leurs concurrentes motivées par le seul profit rapide. Par ailleurs le réseau cherche à fédérer les organisations ayant des préoccupations proches et à accueillir dans ses rangs des entrepreneurs. *jd*

SERVICES PUBLICS

Qualité du service et bonnes conditions de travail

LA POSTE a donc décidé d'ouvrir plus longtemps ses guichets. Enfin ! Comment un service public a-t-il pu si longtemps ignorer les besoins de ses clients et leur imposer un horaire rigide et pingre, calqué sur les heures de bureau, précisément quand les usagers ne sont pas ou peu libres de régler leurs affaires postales ?

Cette négligence coupable résulte bien sûr de la situation de monopole dont a longtemps bénéficié la Poste. Et cet intérêt nouveau pour le client traduit la riposte du géant jaune, confronté progressivement à la concurrence.

Quand un service public comprend sa mission comme un service au public, les consommateurs ne peuvent

que se réjouir. Moins réjouissant par contre le fait que cette amélioration des prestations se réalise au détriment du personnel. En l'occurrence, la Poste a élargi ses horaires d'ouverture sans véritable consultation des employés et sans étoffer ses effectifs. Un service amélioré payé donc par une détérioration des conditions de travail dans l'entreprise.

La situation des services publics dans un contexte de libéralisation exige de conjuguer équitablement développement des prestations et intérêts du personnel. En refusant de prendre en compte ces derniers, la Poste, parce qu'elle démotive ses employés, ne pourra à terme garantir un service de qualité. *jd*